
LES PRIX AGRICOLES 1985/86 - POUR UNE CONTINUITE DANS LE
DEVELOPPEMENT DE LA PAC

La Commission vient d'adopter ses propositions concernant les prix agricoles et mesures connexes pour la campagne 1985/86 (1). En presentant ses propositions avant la fin du mois de janvier, la nouvelle Commission entend permettre au Parlement Europeen de rendre son avis dans les meilleurs delais, et au Conseil de statuer avant le 1er avril, comme il le doit.

La Commission souhaite, par ses propositions, maintenir une continuite dans le developpement de la politique agricole commune a la suite des reformes decidees en 1984. A court terme, il n'y a pas d'alternative a la poursuite d'une politique des prix plus adaptee aux realites des marches interieurs et exterieurs, meme si elle doit tenir compte des obligations de la CCommunaute a l'egard de la population agricole. D'autre part, il faut poursuivre l'application des seuils de garantie, conformement aux orientations deja definies par le Conseil.

Pour la majorite des produits, la Commission estime qu'il convient de proposer soit le maintien des prix actuels, soit des augmentations moderees allant jusqu'a 2%. Toutefois, pour certains produits, la Commission propose des reductions significatives de prix, soit parce que le seuil de garantie a ete depasse (c'est le cas des cereales et du colza), soit en raison de la situation des marches (c'est le cas notamment des agrumes et des tomates, ainsi que de certaines varietes de tabac).

La Commission propose egalement de faire un nouveau pas vers

le demantelement des MCM suite aux accords agrimonetaires du 31 mars 1984, mais qui tient compte des ajustements de prix et de l'evolution des revenus dans les Etats membres concernes. Ainsi, la Commission propose la suppression des MCM negatifs en France et en Grece, par une reduction de l'ecart monetaire. En ce qui concerne les MCM positifs appliques en Allemagne et aux Pays-Bas, la Commission propose une adaptation suffisante pour permettre l'alignement des MCM pour le lait et les cereales sur le niveau applique aux autres produits.

En presentant ses propositions, la Commission a eu present a l'esprit

- que la situation des marches ne s'est pas amelioree depuis l'accord de mars 1984, et que, dans plusieurs secteurs, elle a meme deteriore;
- que le taux moyen d'inflation continue de diminuer, passant de 4,7% en 1984 a un taux estime a 4,1% pour 1985, et que la disparite des taux d'inflation des differents Etats membres s'est reduite egalement par rapport aux annees anterieures;
- et enfin, que les revenus agricoles ont augmente en 1984 d'environ 4% en termes reels apres un recul en 1983. Par rapport a la moyenne des trois annees 1979/80/81, les revenus agricoles en 1984 ont connu une amelioration d'environ 7%, avec des resultats tres positifs pour les cereales, mais assez negatifs pour le lait et la viande bovine.

(1) COM(85) 50

Voici un resume schematique des principales propositions de la Commission par secteur.

Cereales

Pour les cereales autres que le ble dur, la Commission propose une reduction de 3,6%, compte tenu de l'abattement de 5% resultant du depassement du seuil de garantie en 1984, et d'ajuster les indemnites de fin de campagne. La Commission n'a pas l'intention de fixer un prix de reference pour le ble panifiable de qualite minimale.

Les prix ainsi que l'aide pour le ble dur resteront inchanges. Un seuil de garantie unique est propose pour l'ensemble des cereales de 126 mio de tonnes pour 1985 (contre 121,32 mio de tonnes pour les cereales autres que le ble dur et 4,6 mio de tonnes pour le ble dur en 1984).

Sinon, l'incoherence entre les prix fixes pour ble dur et pour les autres cereales risque d'accentuer le desequilibre du marche du ble dur, dont la production augmente tandis que la consommation diminue.

Le degre d'auto-approvisionnement de la Communaute pour l'ensemble des cereales est de 130% pour la campagne 1984/85, et pourrait se situer a 135% pour l'horizon 1990/91. Compte tenu des tendances constatees, la Commission procedera a une reflexion approfondie sur les mesures complementaires a mettre en oeuvre pour atteindre un meilleur equilibre dans ce secteur, etant entendu que la politique des prix, a moins qu'elle ne soit extremement restrictive, ne pourra sans doute plus etre le seul instrument a mettre en oeuvre.

Fruits et legumes

Pour les agrumes, la Commission propose une diminution de 6% des prix de base. Les retraits n'ont cesse d'augmenter pour atteindre des niveaux excessifs (25% de la production totale pour les oranges, 47% pour les citrons et 60% pour les mandarines en 1983/84), ce qui laisse penser que le systeme

d'intervention ne joue plus le rôle que lui confère la réglementation communautaire, le retrait étant devenu un débouché important pour les producteurs. Cette mesure devrait contribuer à assainir le marché, tout en encourageant les producteurs à recourir aux mesures de reconversion prévues. D'autre part, la Commission propose de diminuer de 3% les prix de base pour les pêches et les abricots, les retraits effectués en 1983/84 ayant atteint respectivement 14% et 12,5% de la production totale. En ce qui concerne les tomates, la Commission propose une réduction de 6% du prix de base pour le produit frais. D'autre part, l'aide aux produits transformés pour la campagne 1985/86 sera non seulement réduite, conformément aux règles applicables en cas de dépassement des seuils de garantie, mais l'octroi de cette aide réduite sera limité aux quantités fixées actuellement en tant que seuils de garantie, soit 4,7 mio de tonnes au total. En effet, la production des tomates ne cesse d'augmenter, notamment celle des tomates destinées à la transformation qui pourrait atteindre 7,4 mio tonnes pour 1984/85, soit une augmentation de 33% par rapport à la campagne précédente et de 67% en deux ans. Enfin, la Commission propose de renforcer les moyens de contrôles de l'application de la réglementation communautaire, notamment en ce qui concerne le respect des normes de qualité et le relèvement des prix de marché.

Lait

A la suite de la mise en œuvre du régime du prélèvement supplémentaire, et compte tenu de l'évolution des revenus

dans ce secteur, la Commission estime qu'il y a lieu cette année de proposer une augmentation du prix indicatif, limitée toutefois à 1,5% pour tenir compte de la situation du marché et de l'existence des stocks très importants. En même temps, le prélèvement de co-responsabilité passera de 3% à 2%, tandis que l'aide aux petits producteurs sera maintenue. Il est toutefois entendu que la hausse des prix ne peut être accordée que sous réserve du respect intégral du régime du prélèvement supplémentaire et notamment du maintien des quantités de référence déjà décidées par le Conseil.

Afin de faciliter l'écoulement du beurre, la Commission propose un nouvel ajustement du rapport matière grasse/matière azotée. La réduction du prix d'intervention du beurre qui en résultera et qui sera compensée par une augmentation du prix d'intervention de la poudre de lait écrémé, permettra de supprimer l'aide à la consommation du beurre, sans modifier les prix à la consommation dans les quatre États membres concernés (1).

Viandes

Compte tenu, entre autres, de la baisse des prix de l'alimentation animale et de l'ajustement proposé des prix de céréales, la Commission ne propose pas d'ajuster les prix dans le secteur des viandes. En effet, après l'introduction des quotas de production pour le lait, il faut faire preuve de beaucoup de prudence dans la fixation des prix pour les autres secteurs auxquels des ressources productives peuvent être transférées à partir du secteur laitier. En ce qui concerne la viande bovine, une majoration même minime des prix ne ferait qu'aggraver le déséquilibre entre l'offre et la demande. Conformément aux orientations proposées par la Commission en juillet 1983 (2) concernant la viande bovine, la Commission

propose de ne pas renouveler la prime a la naissance des
allaitantes a son niveau actuel. En ce

qui concerne la viande ovine, la Commission reitere ses
propositions de plafonner la prime variable a l'abattage et
de faire coïncider l'annee de campagne avec l'annee civile.

Graines oleagineuses

La Commission propose une reduction des prix de 3,6% pour le
colza, qui tient compte du depassement du seuil de garantie
(-5%). En 1984, la production a meme depasse le seuil fixe
pour 1990, ce qui determine une politique tres prudente. En
ce qui concerne le tournesol, dont la production a fortement
augmente (elle a quadruple depuis 1979), la Commission
propose une diminution de 1,5% du prix indicatif, ce qui
devrait assurer l'interet des producteurs tout en maintenant
le developpement de la production dans les limites du seuil
de garantie.

Autres secteurs

La Commission propose de maintenir les prix actuels pour le
vin et les betteraves sucrieres, tandis qu'unee augmentation
de 2% est proposee pour l'huile d'olive et le coton.

(1) Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Luxembourg.

(2) COM(83) 500

Consequencess economiques et financieres

Les ajustements de prix proposes ne devraient avoir aucun
effet sur le niveau general des prix a la consommation.

L'ensemble des propositions entrainera une depense
supplementaire pour le soutien des marches agricoles
estimee a 138 mio ECU en 1985, suivie d'une economie de 34
mio ECU en 1986. Les depenses previsibles revisees contre

19,3 milliards initialement prévus, essentiellement en raison de l'évolution de la conjoncture.

Conclusion : donner des perspectives aux agriculteurs

La Commission veut aider l'agriculture européenne à répondre aux défis des années quatre-vingts. Quels sont ces défis?

L'accroissement continu - et même accélère - de la productivité agricole, rendu possible par l'utilisation d'équipements et de techniques modernes, ne s'accompagne pas d'un accroissement de la demande alimentaire, la population n'augmentant que lentement. Ayant dépassé le stade de l'auto-suffisance pour la plupart des principaux produits agricoles, la Communauté dépend de plus en plus désormais des marchés mondiaux pour ses débouchés. En raison de l'inélasticité de la demande, les aides à l'écoulement sur les marchés intérieurs de la Communauté sont onéreuses. Les nouvelles utilisations des produits agricoles dans les domaines de la biotechnologie, de l'industrie ou de l'énergie, quoique prometteuses, en sont encore au stade de la mise au point. En attendant, dans cette situation économique difficile, les ressources financières publiques pour aider l'agriculture, tant au niveau communautaire qu'au niveau national, sont limitées.

Pour résoudre ces problèmes, il n'y a pas de solution

"miracle". La problématique déjà présentée par la Commission dans son memorandum sur l'avenir de la PAC du 23 juillet 1983 reste valable.

Toutefois, la Commission est consciente du fait que la population agricole a besoin de perspectives à moyen et à long terme. La Commission a donc l'intention, avant la fin du premier semestre de 1985, de provoquer un débat dans le cadre des instances communautaires, et avec les organisations professionnelles concernées, afin de définir

les perspectives d'avenir pour l'agriculture européenne. Il faudra explorer toutes les voies possibles, avec à l'esprit notamment les perspectives :

- de créer une agriculture moderne et performante, qui continue à exploiter son potentiel pour améliorer la productivité dans l'intérêt aussi bien des agriculteurs que des consommateurs, mais qui, en même temps, respecte l'environnement et conserve le patrimoine inestimable que représentent les paysages et les espèces;
- de relever le double défi des débouchés pour la production agricole: il s'agit des débouchés sur les marchés européens - avec la perspective de nouvelles pratiques dans le domaine de la biotechnologie ou de l'énergie - et des débouchés sur les marchés extérieurs - avec le défi de la concurrence dans les échanges mondiaux et l'impératif moral de l'aide alimentaire;

- 5 -

- d'intégrer de plus en plus l'agriculture dans l'ensemble de l'économie; cela signifie qu'il faut aider la population rurale à améliorer sa situation économique et sociale, non seulement par le biais de la politique en faveur des structures agricoles, mais aussi par le biais d'autres politiques et instruments, par exemple les programmes intégrés méditerranéens.

La Commission est convaincue qu'une telle approche permettra à la Communauté de mieux définir le cadre et les instruments nécessaires pour que la politique agricole commune puisse à moyen et long terme remplir sa mission, dans le respect des principes du Traité et notamment de l'article 39.

NOTES
